

Historia, février 1996, n° 590, p. 86-89.

Malraux, cible de l'OAS

Figure emblématique du régime gaulliste, André Malraux fut l'une des cibles de l'OAS. Une bombe placée à son domicile fera un blessé grave : Delphine Renard, 4 ans. Le commissaire Ottavioli raconte comment il arrêta les auteurs de l'attentat.

Par le commissaire Ottavioli

Pas une journée sans attentats. Depuis le début de l'année 1962, les activistes de l'OAS (l'Organisation de l'armée secrète), sous l'autorité du général Raoul Salan, ont décidé d'étendre leur action terroriste à la France métropolitaine. Dans la seule nuit du 17 au 18 janvier les partisans de l'Algérie française ont frappé un grand coup : dix-sept attentats.

Quelques jours plus tard, l'OAS signe dix nouveaux attentats, commis en plein jour dans la capitale et sa banlieue. L'un des objectifs n'est autre que le domicile privé d'André Malraux et de son épouse qui habitent les premier et deuxième étages d'un pavillon situé au 18 bis de l'avenue Victor-Hugo à Boulogne-Billancourt.

Ce mercredi 7 février, il est treize heures lorsque le ministre des Affaires culturelles du général de Gaulle assiste au Conseil des ministres qui se déroule au palais de l'Élysée. Et c'est à cet instant précis qu'une bombe explose en contrebas des appartements inoccupés du ministre. Par erreur, une enfant de quatre ans, Delphine Renard, dont les parents résident au rez-de-chaussée de l'immeuble, est très gravement atteinte au visage, particulièrement aux yeux. Ses blessures nécessitent trois cents points de suture. La photo du visage meurtri de la fillette fait la une des journaux. Cet attentat porte un tort considérable à l'OAS dont l'action est unanimement condamnée.

Au matin du 22 février, un jeune homme, totalement inconnu des services de police, se présente seul et spontanément au 36 quai des Orfèvres, le siège de la Brigade criminelle chargée de la lutte contre le terrorisme. Le jeune homme qui est assis en face

de moi est un repentir sincère. Il affirme réprouver les actions terroristes et considère qu'il ne peut continuer à défendre ses convictions à n'importe quel prix. Quel fut son rôle exact dans de précédentes opérations ? Nous ne le saurons jamais. En revanche, ses révélations vont s'avérer extrêmement précieuses, nous conduisant jusqu'aux auteurs de l'attentat contre le domicile d'André Malraux.

L'arrestation des deux premiers comparses

Il prétend avoir connaissance d'un rendez-vous de poseurs de bombes qui doit avoir lieu le soir même, à 20 h. 30, face à la mairie d'Issy-les-Moulineaux, dans l'immédiate banlieue sud de Paris. Sur la seule foi de son témoignage et par conséquent sans trop y croire, nous décidons néanmoins de nous rendre sur place. Deux jeunes gens sont interpellés au cours de l'opération. Chez l'un d'eux nous découvrons cinq kilogrammes d'explosifs : c'est la première saisie de ce type effectuée à Paris.

Agés de vingt ans, enrôlés dans l'OAS à l'occasion de leur préparation militaire, les deux individus se révèlent être de dangereux terroristes amateurs. Ils ne peuvent et ne songent pas à se dérober. Grâce aux interrogatoires et aux documents trouvés en leur possession nous identifions rapidement le domicile de leurs chefs de groupe : les frères Francis et Alain C.¹

Légalement nous pourrions immédiatement procéder à des arrestations et à des perquisitions, mais une opération trop précipitée risque d'anéantir l'effet de surprise. En intervenant il nous faudrait frapper à la porte, nous annoncer par le traditionnel «Police, ouvrez !» et attendre patiemment que la porte nous soit ouverte... Je décide donc de mettre sous surveillance le pavillon où, en principe, doivent se trouver les frères C. Après quelques heures frileuses passées dans nos voitures stationnées aux abords de la souricière notre patience est récompensée. Un jeune homme, qui sort du pavillon, est immédiatement arrêté. Sous sa conduite et munis du jeu de clefs qui est en sa possession, nous pénétrons sans la moindre difficulté dans la maison qu'il partage avec

¹ Les faits concernant les événements d'Algérie ayant été amnistiés, le nom des principaux protagonistes est indiqué par l'initiale.

les frères C. Quand nous entrons dans leur chambre les deux hommes dorment encore. Sous leur oreiller, un pistolet approvisionné, balle dans le canon.

Le rendez-vous du café des Trois Obus

Français de la métropole, Alain et Francis C. sont partisans de l'Algérie française. L'un est étudiant en médecine, l'autre employé dans une petite entreprise industrielle. Au cours d'une réunion à la Mutualité, ils ont fait la connaissance de Jean-Marie V., jeune étudiant pied-noir de vingt-deux ans, engagé dans l'OAS. Sur ses indications ils commettent, seuls, une dizaine d'attentats. Mais c'est avec lui qu'ils réalisent celui qui visait le domicile d'André Malraux. L'opération a mobilisé quatre hommes. Outre les deux frères C., Jean-Marie V. est assisté de son adjoint Edouard-Yves T., lui aussi étudiant âgé de vingt-deux ans.

Le jour de l'attentat, le rendez-vous a lieu au café des Trois Obus, porte de Saint-Cloud à Paris. Jean-Marie V. est au volant d'une camionnette de location, une Estafette bleue. Edouard-Yves T. et Alain C., armés chacun d'une mitraillette et de grenades fumigènes, sont chargés de la protection du commando. Si l'un des deux gardiens de la paix qui assurent la surveillance du domicile d'André Malraux intervient, ils ont imaginé de tirer des coups de feu en l'air, à l'abri d'un écran de fumée. Cela ne sera pas nécessaire, Francis C. expliquera qu'il a déposé la charge creuse, le détonateur tourné vers lui, sur le rebord d'une fenêtre du rez-de-chaussée, à 1.80 mètre de hauteur environ. Les consignes sont formelles : en aucun cas ils ne doivent porter atteinte à l'intégrité corporelle des personnes. Des enfants traversent la rue. Francis C. attend que le petit groupe soit hors de portée. Pourtant le cordon Bickford se consume déjà. C'est Jean-Marie V. qui le lui a passé après l'avoir allumé avec sa cigarette.

Dans un petit pavillon de Puteaux

Les gardiens de la paix ont suivi du regard les enfants, mais ils n'ont pas repéré Francis C. Quand l'explosion se produit, l'Estafette et ses occupants sont partis depuis plus d'une minute. C'est à nouveau Jean-Marie V. qui se tient au volant. A l'aller, il a

mis près d'une heure pour trouver le domicile du ministre du général de Gaulle. Le retour, lui, se fait beaucoup plus rapidement, et quelques minutes plus tard Jean-Marie V. dépose les deux frères dans Paris, place de l'Etoile. Dans les jours qui suivent Alain et Francis C. vont continuer à placer des bombes sur les objectifs d'importance secondaire jusqu'à ce que nous procédions à leur arrestation.

Quant à Jean-Marie V. et Edouard-Yves T., nous apprîmes que leur poste de commandement était situé dans une rue, aujourd'hui disparue sous les tours de la Défense, à Puteaux. Avant d'intervenir j'étais allé effectuer un repérage. Il s'agissait d'une petite villa qui disposait à l'arrière d'un petit jardin. A n'en pas douter, une parfaite sortie de secours. Mais il nous fallut patienter jusqu'au dimanche 25 février pour avoir la certitude que la villa était occupée.

Compte tenu de l'importance de l'affaire, Maurice Bouvier, chef de la Brigade criminelle – dont j'étais à l'époque l'un des deux adjoints avec Roger Poiblanç –, décide de participer à l'investissement des lieux. Tandis que Maurice Bouvier se présente à la porte donnant sur la rue, je passe dans le jardin pour couper toute retraite aux éventuels fuyards. Jean-Marie V. et Edouard-Yves T. me tombent dans les bras. Les deux hommes n'opposent aucune résistance.

D'après les informations que nous avons recueillies, Jean-Marie V. se vantait d'avoir eu à Alger un entretien personnel avec le général Salan. A Paris, il se trouvait sous les ordres directs du chef France-Mission 3 de l'OAS. Or cette maison était un poste de commandement clandestin, ce qui constituait pour nous une source de découvertes et de renseignements sans équivalent. Butin : plus de 100 kilos d'explosifs, des armes, des munitions, des grenades, des postiches, des fausses cartes d'identité et une machine à écrire sur le ruban de laquelle l'impression des lettres nous permit de reconstituer le compte rendu d'une cinquantaine d'attentats, cambriolages et autres. Tout avait été commandité par le chef de la Mission 3 surnommé «le Monocle» ou «le Monocle noir».

De fatal souvenirs de vacances

Mais qui pouvait bien être «le Monocle»? Placés en garde à vue, nos divers interlocuteurs restaient muets. Pourtant l'un d'eux, Guy D., connaissait effectivement ce mystérieux personnage et s'en vantait. Mais il prenait un malin plaisir à se moquer de nous et à nous orienter vers de fausses pistes. Tous les renseignements qu'il nous donnait étaient faux : nom, prénom, âge, signalement, adresse, circonstances dans lesquelles ils s'étaient connus, lieux de rencontre... Il s'évertuait à brouiller les pistes. Il commit néanmoins une erreur lorsqu'il crut bon d'ajouter : «Une année, j'ai passé des vacances avec lui». Sans doute avait-il mentionné ce fait pour crédibiliser ses déclarations. Ce n'était pas la première fois que j'avais décelé que, dans tout récit mensonger figure des détails exacts. Cependant je n'y avais pas accordé une importance particulière. Au cours de la perquisition entreprise au domicile de Guy D., je posais incidemment une question à son épouse à propos des vacances d'été de son mari. Sans la moindre réticence, elle me répondit : «Mais vous voulez parler des vacances que mon mari a passées avec André, André C. ? C'est tout à fait exact. Il s'agit d'un parent par alliance». Merci, il n'y avait rien à ajouter. Le représentant du général Salan en France, le chef de la Mission 3 était identifié.

Nous en eûmes la confirmation dans les heures suivantes en reprenant les interrogatoires avec Guy D., fort dépité, Jean-Marie V. et Edouard-Yves T. Quelques semaines plus tard André C. était arrêté par nos collègues de la Sûreté nationale. Quant au jeune repentir qui nous avait permis de démanteler ce réseau terroriste, nous ne le revîmes jamais. Personne ne l'a jamais mis en cause.

Une carrière de flic

Né en 1922, Pierre Ottavioli devient commissaire de police en 1949. Nommé au quai des Orfèvres, il y occupe les fonctions de chef de la Brigade mondaine, de la Brigade de répression du banditisme, de la Brigade criminelle. Il participe aux enquêtes concernant l'OAS, notamment lors de l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle. Il dirige aussi

l'enquête sur l'assassinat de Jean de Broglie. Ses enquêtes sur les enlèvements des PDG de Phonogram et de Fiat-France et du baron Empain lui valent son surnom de Monsieur Antirapt. Il retrace les hauts faits de sa carrière dans *Echec au crime*, paru en 1985, aux éditions Grasset.